

AVIS IMPORTANT: SAUF DANS LA MESURE OÙ IL EST AUTREMENT PRÉVU DANS LES PRÉSENTES, LA GARANTIE OFFERTE EN VERTU DU PRÉSENT CONTRAT EST LIMITÉE AUX RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS CONTRE L'ASSURÉ ET DÉCLARÉES À L'ASSUREUR PENDANT LA PÉRIODE D'ASSURANCE. VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT VOTRE CONTRAT.

Les termes en caractères gras sont définis au **CHAPITRE 8 – DÉFINITIONS**.

Moyennant le paiement de la prime et sur le fondement de toutes les déclarations faites et l'information fournie à l'assureur dont le nom figure aux Conditions particulières (ci-après appelé l'«Assureur»), y compris les déclarations à la proposition d'assurance et les pièces s'y rattachant, et sous réserve de tous les termes, conditions et limitations de ce contrat, l'Assureur convient de ce qui suit :

CHAPITRE 1 - NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

GARANTIE A - RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

L'Assureur convient de payer, au nom de l'**Assuré**, toutes les sommes que ce dernier est légalement tenu de payer suite à une **réclamation** présentée pour la première fois contre lui pendant la **période d'assurance** en raison de **dommages** occasionnés à des tiers du fait de tout **acte fautif** commis par l'**Assuré désigné** ou toute autre personne pour qui l'**Assuré désigné** est légalement responsable dans le cadre des **services professionnels assurés**, à condition que la **réclamation** soit déclarée à l'Assureur pendant que le contrat est en vigueur.

GARANTIE B – REMBOURSEMENT DE FRAIS LÉGAUX RELATIFS À DES ACCUSATIONS DE NATURE PÉNALE

L'Assureur s'engage à rembourser à l'**Assuré**, les **frais légaux** encourus par celui-ci en raison d'accusations de nature pénale portées pour la première fois contre l'**Assuré désigné** en lien avec un **acte fautif** commis par celle-ci dans le cadre des **services professionnels assurés**, à condition que ces accusations de nature pénale soit déclarées à l'Assureur au cours du présent contrat.

La présente Garantie B est sans effet, et aucuns **frais légaux** ne seront remboursés, en ce qui a trait à :

- a) des accusations de nature pénale en lien avec une procédure devant un tribunal administratif ou une commission; ou
- b) des accusations de nature pénale pour lesquels l'**Assuré désigné** plaide coupable ou est déclaré coupable par jugement final et sans appel.

CHAPITRE 2 - GARANTIE SUBSÉQUENTE

Dans le cas où l'**Assuré désigné** décède, prend sa retraite, déclare faillite, est radié, est démissionnaire ou devient exempté de l'obligation de s'assurer, les **Assurés** auront droit, tant que le programme d'assurance responsabilité professionnelle de l'Ordre des arpenteurs-géomètres est en vigueur avec l'Assureur, à une extension de la garantie accordée par la présente assurance pour toute **réclamation** fondée sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, d'un **acte fautif** commis par cet **Assuré désigné** ou toute autre personne pour qui l'**Assuré désigné** est légalement responsable, avant la date de survenance ou la date officielle de prise d'effet de l'événement mentionné ci-dessus ou de l'événement le plus antérieur dans l'éventualité où plus d'un de ces événements se concrétise.

CHAPITRE 3 – EXCLUSIONS

Sont exclus de l'assurance :

- a) les **réclamations** ainsi que tout fait, circonstance ou **acte fautif** pouvant raisonnablement donner lieu à une **réclamation**, déclarés ou non dans la proposition d'assurance, dont un **Assuré** a eu connaissance de quelque façon avant la prise d'effet du présent contrat (ou du premier contrat émis par l'Assureur si le présent contrat fait partie d'une suite ininterrompue de renouvellements) ;
- b) les amendes, pénalités, dommages punitifs ou exemplaires et autres sommes qui ne sont pas de nature compensatoire ;
- c) les conséquences d'actes frauduleux, malhonnêtes ou criminels ou de fautes, erreurs, omissions ou négligences intentionnelles, étant précisé que la présente exclusion n'est pas opposable aux **Assurés** n'étant ni auteurs ni complices des actes susdits ;

- d) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de la responsabilité d'un **Assuré** en tant que propriétaire, associé, administrateur ou dirigeant de toute entreprise;
- e) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de **services professionnels assurés** rendus à toute personne physique ou morale :
 - i. qui est propriétaire en totalité ou en partie de la **société assurée** ;
 - ii. qui contrôle, exploite ou dirige la **société assurée** ;
 - iii. dont l'**Assuré désigné** ou tout associé, administrateur ou dirigeant de la **société assurée** est associé ou employé ;
 - iv. dont l'**Assuré désigné** ou tout associé, administrateur ou dirigeant de la **société assurée** est propriétaire en totalité ou en partie, sauf toute entreprise cotée en bourse dans laquelle la participation de l'ensemble de ceux-ci est inférieure à 10% des actions donnant droit de vote ;
 - v. qui est contrôlée, exploitée ou dirigée par l'**Assuré désigné** ou tout associé, administrateur ou dirigeant de la **société assurée**;
- f) les **réclamations** présentées contre la **société assurée** pour des services autres que des **services professionnels assurés**.
- g) la privation de jouissance, la détérioration ou la destruction de biens prêtés à l'**Assuré**, de biens que l'**Assuré** a en sa possession pour les vendre, ou de biens confiés à l'**Assuré** pour fins de garde ou d'entreposage ou sur lesquels il a pouvoir de direction ou de gestion, étant précisé que la présente exclusion ne s'applique pas à la perte de documents par destruction ou endommagement accidentel alors que ces documents sont sous la garde et contrôle de l'**Assuré désigné** ou d'une **membre du personnel**;
- h) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement :
 - i. de l'évaluation des profits, de l'évaluation du rendement sur le capital, de l'évaluation du rendement financier ou d'autres évaluations donnant lieu à des prévisions de rendement financier faites par l'**Assuré** ;
 - ii. de promesses ou garanties faites par l'**Assuré** à l'effet que des économies ou des profits additionnels vont être réalisés du fait des **services professionnels assurés** ;
- i) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de la **faillite** ou de l'**insolvabilité** de l'**Assuré** ;
- j) les **dommages corporels** ou **dommages matériels** découlant, directement ou indirectement, de l'utilisation ou l'exploitation, par ou pour un **Assuré**, de tout aéronef, incluant tout véhicule aérien non habité (U.A.V.). La présente exclusion ne s'applique pas à la responsabilité découlant de **dommages corporels** ou **dommages matériels** que l'**Assuré** serait tenu de payer en l'absence de cette utilisation ou exploitation d'un aéronef ou véhicule aérien non habité (U.A.V.).
- k) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de dommages découlant de travaux qui font l'objet d'une **assurance projet**. Il est toutefois entendu que la présente exclusion est sans effet en ce qui concerne les dommages couverts par le présent contrat mais non couverts par l'assurance projet, pour des raisons autres que l'épuisement des montants de garantie.
- l) A. les conséquences de l'émission, du rejet, de l'échappement ou de la dispersion - réels ou prétendus - de **polluants** ou de toute menace d'émission, de rejet, d'échappement ou de dispersion de **polluants** :
 - 1) ayant leur origine sur les lieux dont un **Assuré** est ou était propriétaire, locataire ou occupant ;
 - 2) ayant leur origine à toute situation :
 - i. utilisée à quelque époque que ce soit, pour la manutention, le stockage, l'élimination ou le traitement des **déchets**;
 - ii. où un **Assuré**, ou tout entrepreneur ou sous-traitant travaillant directement ou indirectement pour un **Assuré**, exécute des travaux :
 - a) pour lesquels des **polluants** sont amenés sur place ;
 - b) visant à mettre en oeuvre des **mesures antipollution** ;

- 3) transportés, manutentionnés, stockés, éliminés ou traités comme **déchets**, à quelque époque que ce soit, par ou pour un **Assuré** ou toute personne physique ou morale dont un **Assuré** peut être civilement responsable.

Les alinéas 1) et 2) ii. a) sont sans effet en ce qui concerne les **dommages** occasionnés par la chaleur, la fumée ou les vapeurs d'un incendie, étant précisé que par "incendie" on entend tout feu devenant impossible à maîtriser ou dépassant les limites où il devait se maintenir.

B. tout préjudice ou tous frais occasionnés par la mise en oeuvre de **mesures antipollution** ;

*NOTE: Les exclusions k), l), m) et n) suivantes s'appliquent sans égard à toute autre cause ou à tout autre événement aggravant ou contributif, qui contribue simultanément ou dans n'importe quel ordre au **sinistre** ou au **dommage**.*

m) la responsabilité imposée par toute loi sur la responsabilité nucléaire ;

n) les **dommages** :

i. pouvant faire l'objet d'une assurance de la Responsabilité civile couvrant le **risque nucléaire** et consentie à toute personne assurée au titre du présent contrat par le Pool canadien d'assurance des risques atomiques ou par tout autre groupe d'assureurs, que ladite personne soit ou non nommément désignée comme assurée par l'assurance en question ou qu'elle soit ou non en mesure de se faire reconnaître en justice le droit à celle-ci, et que le montant de ladite assurance soit épuisé ou non ;

ii. occasionnés directement ou indirectement par le **risque nucléaire** découlant :

- soit de la propriété, soit de l'entretien, l'utilisation ou l'exploitation d'une **installation nucléaire** par ou pour un **Assuré** ;
- de services fournis par un **Assuré** ou de la fourniture de matériaux, pièces, équipements ou matériel, rattachables à la conception d'**installations nucléaires** ou à leur construction, entretien, exploitation ou usage ;
- de la possession, de la consommation, de l'usage, de la manutention, de l'élimination ou du transport de **corps fissibles** ou d'autres **substances radioactives** vendus, manutentionnés, utilisés ou distribués par un **Assuré**, étant précisé que ne sont pas considérés comme des **substances radioactives** les isotopes radioactifs hors d'**installations nucléaires**, ayant atteint le stade final de la fabrication et utilisables à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles ;

o) i. les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de l'inhalation, du contact, de l'exposition à, de l'utilisation, de l'existence ou de la présence, réel ou prétendu, de l'amiante ou de tout matériau contenant de l'amiante sous toute forme et quelle qu'en soit la quantité, y compris tout coût ou dépense engagé pour prévenir, répondre, vérifier, surveiller, supprimer, atténuer, retirer, nettoyer, localiser, remédier, traiter, détoxifier, neutraliser, évaluer ou pour procéder à toute autre forme d'intervention à l'égard de l'amiante ou de tout matériau en contenant ou pour en disposer ;

ii. les **réclamations** engagées par ou pour le compte des pouvoirs publics, ou découlant de tout ordre ou exigence prévu par la loi ou par règlement à l'effet qu'un **Assuré** ou toute autre personne devrait exécuter, ou devrait assumer, la responsabilité de :

- l'évaluation ou l'estimation de la présence, de l'absence ou des effets de l'amiante ou de la quantité de celui-ci ;
- la recherche, du contrôle, de l'élimination, du confinement, du traitement, de la détoxification, de la neutralisation, de l'identification, de l'échantillonnage, de l'enlèvement ou de la réduction de l'amiante, ainsi que les opérations de nettoyage afférentes à celui-ci ;
- toute mesure destinée à répondre à une situation où l'amiante est en cause ;

iii. toute supervision, directive, recommandation ou tout avertissement ou conseil donné ou qui aurait dû être donné à l'égard des paragraphes i. et ii. ci-dessus ;

iv. toute obligation de payer pour des **dommages**, de partager des **dommages** avec quelqu'un d'autre, ou de le rembourser, pour les **dommages** qu'il doit payer en raison d'un **dommage** dont il est fait référence aux paragraphes i., ii. ou iii. ci-dessus ;

p) les **réclamations** fondées sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de la guerre civile ou étrangère, de l'invasion, des hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), d'actes d'ennemis étrangers, de la rébellion, de l'insurrection, de la révolution, du pouvoir militaire ou usurpé, de la loi martiale ou de la confiscation par ordre de tout gouvernement ou de toute autorité publique.

CHAPITRE 4 - LIMITATIONS DE GARANTIE ET FRANCHISE

4.01 Pour l'application de la Garantie A, le montant de garantie par sinistre stipulé aux Conditions particulières pour cette Garantie constitue le maximum que l'Assureur paiera pour l'ensemble des dommages découlant de l'ensemble des **réclamations** imputables au même **sinistre**, quel que soit le nombre d'**Assurés** ou de tiers lésés. Ce montant de garantie par sinistre est en excédent de la franchise applicable stipulée aux Conditions particulières étant précisé que la franchise ne s'applique pas :

- a) au membre décédé ou retraité;
- b) au détenteur du greffe du membre décédé ou retraité
- c) à la **société assurée** au sein de laquelle le membre décédé ou retraité exerçait

Pour l'application de la Garantie B, le montant de garantie par période d'assurance stipulé aux Conditions particulières pour cette Garantie constitue le maximum que l'Assureur paiera pour l'ensemble des **frais légaux** découlant de l'ensemble des poursuites pénales présentées pour la première fois contre l'**Assuré désigné** et les **membres du personnels** durant la **période d'assurance**.

Seront imputés à une seule et même poursuite pénale, tous les chefs d'accusation reliés entre eux ou découlant d'une même infraction.

4.02 Seront imputées à un seul et même **sinistre**, les **réclamations** découlant du même **acte fautif** ou de toutes circonstances reliées entre elles. Une franchise s'appliquera à chaque **sinistre** et celle-ci sera déterminée de la façon suivante :

- a) si le **sinistre** est supérieur à 10 000\$, la franchise stipulée aux Conditions particulières à la Garantie qui trouve application; ou
- b) si le **sinistre** est inférieur ou égal à 10 000\$, 50% du montant du **sinistre** réglé par l'Assureur.

Aucune franchise n'est applicable à la portion du **sinistre** qui constitue des **frais de défense** et ceux-ci n'entrent pas dans le calcul ci-dessus.

4.03 Toute prolongation de l'assurance sera réputée faire partie de la dernière **période d'assurance**. La Garantie subséquente exercée en vertu du Chapitre 2 du présent contrat sera incluse dans la **période d'assurance** précédente et ne viendra pas s'ajouter à celle-ci, lorsqu'il s'agit de déterminer les montants de garantie applicables.

4.04 Toute augmentation du montant de garantie consentie par l'Assureur dans le contrat actuel, ou dans un contrat précédent émis par l'Assureur si le présent contrat fait partie d'une suite ininterrompue de renouvellements, sera inapplicable :

- a) aux **réclamations** antérieures à la prise d'effet de l'augmentation ; et
- b) aux faits, circonstances ou **actes fautifs** pouvant raisonnablement donner lieu à une **réclamation** connus de l'**Assuré** au moment de la prise d'effet de l'augmentation.

4.05 Toute réduction du montant de garantie s'applique aux **réclamations** présentées à l'Assureur après la date de prise d'effet de la réduction, nonobstant toute connaissance antérieure de la part de l'**Assuré** d'une telle **réclamation** ou de faits, circonstances ou **actes fautifs** qui pouvaient raisonnablement donner lieu à une **réclamation**.

CHAPITRE 5 – DÉFENSE ET RÉGLEMENT

5.01 L'Assureur a le droit et l'obligation de prendre la défense de l'**Assuré**, à l'égard d'une **réclamation** présentée contre lui en raison de **dommages** couverts aux termes du présent contrat. Dans le cadre de toute **réclamation** à laquelle il oppose une défense, l'Assureur s'engage à payer tous les **frais de défense** en supplément des montants de garantie.

5.02 L'**Assuré** ne doit admettre aucune responsabilité, ni régler ou tenter de régler, sauf à ses propres risques, aucune **réclamation**, ni engager aucuns **frais de défense** ni assumer aucune obligation contractuelle sans le consentement de l'Assureur. N'est toutefois pas opposable à l'**Assuré** une dénonciation de faits, sans admission de responsabilité, faite en vertu d'une loi l'y obligeant.

5.03 Même s'il se réserve le droit d'agir à sa guise en matière d'enquête et de règlement, l'Assureur ne peut conclure de règlement sans le consentement de l'**Assuré** en cause, sous réserve qu'en cas de refus de l'**Assuré**, la garantie se limite :

- a) au montant du règlement qui aurait pu être effectué, augmenté des intérêts et des **frais de défense** courus jusqu'au moment du refus; et
- b) à 50% du montant de **sinistre** couvert excédant le montant d'option du règlement stipulé en a) ci-dessus, les 50% restants dudit **sinistre** seront assumés par l'Assuré, à son propre risque et sans indemnisation de l'Assureur.

5.04 Les droits et obligations de l'Assureur en matière de défense cessent dès l'épuisement du montant de garantie applicable par suite du règlement des **réclamations**.

CHAPITRE 6 – AVIS DE RÉCLAMATION

Toute **réclamation** ou tout fait ou circonstance pouvant raisonnablement donner lieu à une **réclamation** doit être déclaré à l'Assureur par écrit dans les meilleurs délais en suivant sa connaissance et pendant que le contrat est en vigueur. Tout intéressé peut faire cette déclaration. Les retards dans la déclaration d'une **réclamation** ou de tout fait ou circonstance pouvant raisonnablement y donner lieu ne sont pas opposables aux **Assurés** n'en ayant pas eu connaissance, dès lors que l'avis est reçu pendant que le contrat est en vigueur.

Malgré ce qui précède, le défaut d'aviser l'Assureur par écrit dans les meilleurs délais entraîne la déchéance du droit de l'**Assuré** à l'indemnisation si le retard occasionne un préjudice à l'Assureur.

Afin de ne pas préjudicier l'**Assuré** lors d'une résiliation ou d'un non-renouvellement par l'Assureur, l'Assureur lui offre un « délai additionnel » de quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'expiration du contrat afin de lui permettre de déclarer à l'Assureur par écrit une **réclamation** (ainsi que tout fait ou circonstance pouvant raisonnablement y donner lieu) présentée contre lui pendant la **période d'assurance**.

En cas de **réclamation**, l'**Assuré** doit :

1. transmettre dans les meilleurs délais à l'Assureur copie de toute mise en demeure et de toute procédure, notamment les avis et les assignations reçus relativement à la **réclamation** ;
2. autoriser l'Assureur à obtenir tous les dossiers et renseignements voulus ;
3. prêter son concours à l'Assureur en matière d'enquête, de règlement ou de défense ; et
4. si l'Assureur en fait la demande, l'aider à exercer tous droits de recours contre les tiers responsables.

Lorsque, au cours de la **période d'assurance**, l'**Assuré** prend connaissance de tout fait ou circonstance pouvant raisonnablement donner lieu à une **réclamation** et en avise l'Assureur par écrit, toutes les **réclamations** pouvant ultérieurement découler de ces faits ou circonstances seront réputées avoir été présentées pendant la **période d'assurance** au cours de laquelle l'Assureur a initialement été avisé de ces faits ou circonstances. L'**Assuré** doit fournir à l'Assureur tous les renseignements demandés par ce dernier relativement à ces faits ou circonstances.

Toutes les **réclamations** découlant d'un même **sinistre** seront réputées déclarées le jour où la première d'entre elles est déclarée à l'Assureur.

Toute déclaration mensongère entraîne pour son auteur la déchéance de son droit à l'indemnisation à l'égard du risque auquel se rattache ladite déclaration.

CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.01 Intégrité du contrat

La police matérialise toutes les ententes conclues entre l'Ordre des Arpenteurs-Géomètres du Québec, pour le compte de l'**Assuré désigné**, et l'Assureur relativement à la présente assurance. Aucune dérogation ou modification au présent contrat ne saurait engager l'Assureur à moins de stipulation sous forme d'avenant.

7.02 Déclarations

En acceptant le présent contrat, le signataire de la proposition reconnaît :

- a) que les renseignements figurant dans la proposition ainsi qu'aux Conditions particulières sont complets et exacts et correspondent aux déclarations qu'il a faites ;
- b) que le contrat a été établi sur la foi de ces déclarations.

Toute fausse déclaration ou réticence de la part du signataire de la proposition sur des circonstances connues de lui et de nature à influencer de façon importante un assureur raisonnable dans l'établissement de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de l'accepter entraînent, à la demande de l'Assureur, la nullité du contrat même en ce qui concerne les **sinistres** non rattachés aux risques ainsi dénaturés.

À moins que la mauvaise foi du signataire de la proposition ne soit établie, l'Assureur est garant du risque dans le rapport de la prime reçue à celle qu'il aurait dû recevoir, sauf s'il est établi que l'Assureur n'aurait pas accepté le risque s'il avait connu les circonstances en cause.

7.03 Avis

Les avis de l'**Assuré** à l'Assureur doivent être expédiés à l'adresse figurant aux Conditions particulières.

Les avis de l'Assureur à l'**Assuré** sont expédiés aux soins de l'**Assuré désigné** à l'adresse figurant aux Conditions particulières ou, le cas échéant, à toute autre adresse notifiée par écrit à l'Assureur.

7.04 Individualité de la garantie

Sans que les montants de garantie ne soient pour autant augmentés et indépendamment des droits et obligations propres à l'**Assuré désigné**, chacun des **Assurés** aura droit aux bénéfices garantis par le présent contrat, comme si un contrat distinct avait été émis à chacun d'eux.

7.05 Cession de l'assurance

Le contrat ne peut être cédé qu'avec le consentement écrit de l'Assureur.

7.06 Résiliation

Cette police n'est pas résiliable ni par l'Assureur, ni par l'**Assuré désigné**, sauf en cas de non-paiement de la prime, auquel cas l'Assureur peut résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit à l'**Assuré désigné**, par courrier recommandé ou délivré de main à main, à sa dernière adresse connue. Ce préavis doit être d'au moins quinze (15) jours commençant à courir le jour de la réception du préavis à la dernière adresse connue.

7.07 Paiement de la prime

C'est à l'**Assuré désigné** qu'il appartient de payer les primes à l'Ordre des Arpenteurs-Géomètres du Québec ou son courtier d'assurance, l'Ordre ou le courtier, le cas échéant, remettra les primes à l'Assureur et c'est à l'Ordre que l'Assureur versera toute ristourne de prime.

7.08 Établissement de la prime

Les primes de la présente assurance sont fonction des règlements et tarifs de l'Assureur. L'**Assuré désigné** doit consigner dans ses dossiers les renseignements nécessaires à la tarification et les fournir à l'Assureur lorsqu'il en fera la demande.

7.09 Pluralité d'assurance

- a) Si l'**Assuré** peut bénéficier d'autres assurances qui s'appliquent valablement aux **dommages** couverts par le présent contrat en vertu d'un autre contrat d'assurance, autre qu'un contrat émis par une filiale de la société-mère de l'Assureur, la garantie n'intervient qu'à titre excédentaire, à moins que l'autre assurance ne soit souscrite purement qu'à titre d'assurance excédentaire, auquel cas le présent contrat est primaire.
- b) Si l'**Assuré** peut bénéficier d'autres assurances qui s'appliquent valablement aux **dommages** couverts par le présent contrat en vertu d'un autre contrat d'assurance émis par une filiale de la société-mère de l'Assureur, autre qu'une **assurance projet**, le contrat le plus spécifique à la **réclamation** interviendra en première ligne alors que l'autre contrat lui sera excédentaire. Cependant, l'engagement de l'Assureur pour un même **sinistre**, ne saurait excéder le montant de garantie par **sinistre** le plus élevé de tous les contrats d'assurance.
- c) Si l'**Assuré** peut bénéficier d'une **assurance projet** qui s'applique valablement aux **dommages** couverts par le présent contrat en vertu d'un autre contrat d'assurance émis par une filiale de la société-mère de l'Assureur, le présent contrat d'assurance n'interviendra que si des **dommages** sont couverts par le présent contrat mais non couverts par l'**assurance projet**, pour des raisons autres que l'épuisement des montants de garantie.

7.10 Subrogation

À concurrence des indemnités versées aux termes du présent contrat, l'Assureur est subrogé dans les droits de l'**Assuré** contre l'auteur des **dommages**. Quand, du fait de l'**Assuré**, il ne peut être ainsi subrogé, il peut être libéré, en tout ou en partie, de son obligation envers l'**Assuré**.

7.11 Monnaie

Toutes les sommes, notamment les primes, les montants de garantie et les franchises, sont payables en monnaie canadienne. Dans l'éventualité où un jugement serait rendu ou un règlement serait libellé dans une monnaie autre que le dollar canadien, le paiement aux termes de ce contrat sera fait en dollars canadiens. Le taux de change sera celui en vigueur à la date de la facturation dans les cas de paiement de la prime, ou dans les autres cas, à la date du jugement final ou du règlement intervenu.

7.12 Faillite et insolvabilité

La **faillite** ou l'**insolvabilité** de l'**Assuré** ne saurait mettre fin aux obligations de l'Assureur au titre de la présente assurance.

7.13 Poursuites contre l'Assureur

Aucune poursuite ne peut être intentée contre l'Assureur à moins que, comme condition préalable, tous les termes et conditions de ce contrat aient été entièrement respectés.

7.14 Étendue territoriale de la garantie

La garantie s'exerce dans le monde entier mais uniquement si :

- a) la poursuite contre l'**Assuré** est intentée au Canada, et;
- b) la responsabilité de l'**Assuré** de payer des **dommages** est établie par un jugement au fond rendu au Canada.

CHAPITRE 8 – DÉFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, on entend par :

Acte fautif : toute faute, erreur, omission, manquement au devoir ou négligence commise dans la prestation des **services professionnels assurés**. **Acte fautif** s'entend également de la perte de documents par destruction ou endommagement accidentel alors que ces documents sont sous la garde et contrôle d'un **Assuré désigné** ou d'un **membre du personnel**.

Assurance projet : assurance responsabilité professionnelle / erreur et omission ayant pour objet de couvrir la responsabilité professionnelle pouvant incomber, notamment à un arpenteur, expressément consentie pour un projet spécifique à un groupe de personnes physiques ou morales, dont un **assuré** fait partie (que cet **assuré** soit ou non nommément désigné comme assuré dans le contrat en question).

Assuré :

- a) l'**Assuré désigné**;
- b) les **membres du personnel**;
- c) la **société assurée**; et
- d) la succession, les représentants légaux ès qualité, les héritiers et les ayants droit de toute personne mentionnée aux alinéas a) ou b).

Assuré désigné : Le professionnel **membre en règle** de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, adhérent ou qui a adhéré à la présente assurance de responsabilité professionnelle.

Corps fissible : Tout corps désigné :

- a) susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire ;
- b) duquel peut être obtenu un autre corps susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire.

Déchets : Outre les acceptions usuelles de ce mot, les produits destinés à être recyclés, remis à neuf ou récupérés.

Domage : Tout dommage compensatoire que l'**Assuré** est légalement tenu de payer à la suite d'un jugement ou d'un règlement.

Domage corporel : toute atteinte corporelle ou mentale subie par une personne physique, ainsi que la maladie, l'invalidité et le choc, de même que la mort en résultant.

Domage matériel : toute détérioration ou destruction d'un bien corporel, y compris la privation de jouissance dudit bien.

Faillite : La situation juridique de l'**Assuré** à la date de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt d'une cession de biens visant l'**Assuré** ou à la date du fait qui rend réputée une cession.

Frais de défense :

- a) les coûts, frais et honoraires raisonnables (comprenant notamment les frais juridiques, d'expertise et d'enquête) engagés par l'Assureur dans la défense ou l'enquête des **réclamations** ;
- b) le coût de tout cautionnement nécessaire à l'obtention d'une mainlevée dans les limites de la garantie, mais sans pour autant fournir ces cautionnements ;
- c) tous les frais raisonnablement engagés par l'**Assuré**, à la demande de l'Assureur, en vue d'aider ce dernier dans l'enquête ou la défense des **réclamations**, y compris toute perte de revenus ou de salaires à concurrence de 750\$ par jour. ;

- d) tous les frais taxés contre l'**Assuré**, ainsi que les intérêts ayant couru sur toute partie du jugement faisant l'objet de sa garantie, depuis le moment à partir duquel la loi prescrit le paiement des intérêts.

Frais légaux :

- a) les honoraires d'avocats;
- b) les déboursés extrajudiciaires ;
- c) les frais d'expertise

Insolvabilité : La position financière de l'**Assuré** comme débiteur, tel que ce terme est utilisé et défini dans la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R. (1985), c. B-3. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'**insolvabilité** surviendra lorsque tout liquidateur, syndic, séquestre, cour, gardien, redresseur ou toute autre instance officielle similaire, soit provinciale, soit fédérale ou tout créancier interviendra pour prendre le contrôle, superviser, gérer ou liquider l'**Assuré**.

Installations nucléaires :

- a) les appareils conçus ou utilisés pour entretenir la fission nucléaire dans une réaction en chaîne ou pour contenir une masse critique composée en tout ou en partie de plutonium, de thorium ou d'uranium ;
- b) le matériel ou les dispositifs conçus ou utilisés pour la séparation des isotopes du plutonium, du thorium ou de l'uranium, ou de toute combinaison de ces éléments, pour le traitement ou l'utilisation de combustibles usés, ou pour la manutention, le traitement ou l'emballage de **déchets** ;
- c) le matériel ou les dispositifs utilisés pour le traitement, la fabrication ou l'alliage du plutonium, du thorium ou de l'uranium enrichi en isotopes d'uranium 233 ou 235, ou de toute combinaison de ces éléments, si à quelque époque que ce soit, la quantité totale de ces éléments se trouvant sous la garde de l'**Assuré** aux lieux où le matériel ou les dispositifs susdits sont situés comporte plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233 ou de toute combinaison de ces éléments, ou plus de 250 grammes d'uranium 235 ;
- d) les lieux, notamment les bâtiments, bassins, excavations ou constructions de toute nature, conçus ou utilisés pour emmagasiner ou éliminer les **déchets de substances radioactives**.

Et tout autant, les emplacements où se trouvent lesdites installations, toutes les activités qui y sont exercées, et les lieux affectés aux dites activités.

Mesure antipollution : La recherche, le contrôle, l'élimination, le confinement, le traitement, la détoxification ou la neutralisation des **polluants**, ou les opérations de nettoyage.

Membre en règle : Toute personne inscrite au tableau des membres de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.

Période d'assurance : La période comprise entre la date de prise d'effet et la date d'expiration indiquées aux Conditions particulières, sous réserve d'une résiliation préalable conformément à l'article 7.06 du présent contrat.

Membre du personnel s'entend d'un **membre en règle**, d'un étudiant ou stagiaire ou de tout autre employé qui agit ou qui agissait pour le compte ou sous la supervision de l'**Assuré désigné**.

Polluant : Toute substance solide, liquide ou gazeuse, ou tout facteur thermique, qui est source de contamination, de pollution ou d'irritation, notamment les fumées, les vapeurs, la suie, les produits chimiques ou les **déchets**.

Réclamation :

- a) toute demande, verbale ou écrite, de réparation pécuniaire reçue par l'**Assuré** et alléguant une faute, erreur, omission ou négligence ; ou
- b) toute allégation de faute, erreur, omission ou négligence, verbale ou écrite, visant l'**Assuré** ;

ayant trait aux **dommages** couverts par le présent contrat.

Risque nucléaire : Les propriétés dangereuses des **substances radioactives**, notamment leur radioactivité, leur toxicité et leur explosibilité.

Services professionnels assurés : Tous les services, y compris l'enseignement, la supervision, les opinions et conseils, entrant dans le cadre de la pratique usuelle des services professionnels mentionnés aux Conditions particulières.

Sinistre : Les conséquences de tout **acte fautif** étant à l'origine d'une ou de plusieurs **réclamations**.

Société assurée s'entend de la société sous le nom de laquelle l'**Assuré désigné** exerce ou a exercé, y compris la société par action ou société en nom collectif à responsabilité limitée, mais uniquement en raison de dommages occasionnés à des tiers du fait de tout acte fautif commis par l'**Assuré désigné** ou par toute autre personne pour qui l'**Assuré désigné** est légalement responsable dans le cadre des **services professionnels assurés**.

Substances radioactives : L'uranium, le thorium, le plutonium, le neptunium, leurs dérivés et composés, les isotopes radioactifs d'autres éléments et toutes autres substances pouvant éventuellement être désignées par règlement de la Régie de contrôle de l'énergie atomique comme étant de nature à émettre de l'énergie atomique ou comme étant requises pour la production, l'usage ou l'application de l'énergie atomique.